S.O.S. HISTOIRE ET ÉTUDES SOCIALES !

ABSTRACT

L'auteur réfute l'idée que « n'importe qui » puisse enseigner l'histoire et les sciences sociales. Selon lui, afin d'inspirer les jeunes étudiants, les professeurs devraient connaître la matière en profondeur. Il ajoute également que ces derniers devraient également enseigner l'ensemble de l'histoire canadienne, et non celle d'une seule époque, province ou région.

DOUGLAS DAVIS
Douglas Davis est historien au Conseil scolaire d'Edmonton.

Durant un récent congrès d'éducateurs, nous avions eu l'occasion d'aborder avec certains de nos collègues la question de l'enseignement de l'histoire canadienne. À cette occasion, notre Conseil scolaire d'Edmonton y était joint par le Calgary Museum of the Regiments pour la promotion de l'histoire canadienne et surtout de son histoire militaire. Notre conversation au sujet de la participation canadienne dans la Première Guerre mondiale se tourna assez naturellement à la contribution de nos forces dans la bataille pour la Crête de Vimy, une bataille que de nombreux historiens considèrent encore comme l'une des plus déterminantes de notre « nationalité canadienne ».

Cet échange d'opinions nous a vite indiqué la présence de quelques sérieuses omissions et inconsistances dans l'interprétation de l'histoire canadienne de deux Guerres mondiales et de la Guerre de Corée. Certains des participants à la discussion crurent que la Deuxième Guerre mondiale ne commença pour le Canada qu'en 1941. Encore d'autres se trouvaient surpris d'apprendre que les Canadiens ont participé dans la défense de Hong Kong, et même si la majorité d'enseignants étaient familiers avec le débarquement à Dieppe, peu d'entre eux se jugeaient être au courant du rôle du Canada dans les campagnes pour la Sicile et l'Italie. Tout le monde a entendu parler de la plage Juno, mais il est vite devenu apparent que l'histoire subséquente des Canadiens dans la guerre n'y figurait plus aussi clairement à leur mémoire. Ces hésitations ne se montrèrent qu'encore plus amplifiées quand il s'agissait du rôle de la Marine Royale du Canada et des ses Forces aériennes.

Les nombreuses autres rencontres et conversations de ce congrès nous laissèrent l'impression qu'un grand nombre des personnes responsables pour l'éducation de nos enfants semblaient être sérieusement appauvri dans leurs connaissances de l'histoire canadienne. Bien sûr, il y avait aussi des enseignants qui se montraient à la hauteur avec des connaissances historiques plus qu'approfondies, mais malheureusement ils ne formaient qu'une petite minorité. Depuis ce temps-là, nous avons eu la chance de participer à de nombreux autres congrès et conférences tout aussi bien en Alberta qu'au Manitoba ou même dans la région atlantique du Canada. Apparemment, ce problème est loin d'être régional et se montre néanmoins fermement établi à travers le reste du pays. La question se pose, pourquoi ?

En général, la présente philosophie de l'éducation nous indiquerait que l'enseignement au secondaire dépend de l'expertise de son personnel enseignant. Ainsi, en guise d'exemple, les mathématiques ne sont inculquées que par les meilleurs des mathématiciens, les sciences se voient enseignées par ceux qui possèdent de bases solides en chimie, physique et biologie, et ainsi de suite. La logique semble bonne sauf qu'elle ne se montre plus quand on commence à parler de l'enseignement de l'histoire et de sciences sociales. Là, rien n'est plus le même et on tombe dans l'opinion que « n'importe qui » peut s'adonner à l'enseignement de l'histoire. Cette situation devient encore plus exacerbée aux niveaux supérieurs de l'éducation, où les facultés d'éducation visent plus à souligner la pédagogie de l'enseignement que son contenu. En d'autres mots, ces facultés se spécialisent simplement à éduquer les « techniques » d'enseignement plutôt que ses « connaissances ».

Dans la majorité des universités, et plus vraisemblablement dans tous les établissements d'éducation supérieure, les étudiants de licence en éducation sont obligés de suivre un minimum de cours dans la Faculté des lettres et sciences humaines pour pouvoir approfondir les connaissances de leurs sujets de spécialisation. Quant aux études sociales et à l'histoire, les universités se contentent en général d'offrir des cours d'histoire et de géographie. Pourtant, la prolifération à travers le pays de divers programmes d'études sociales et d'histoire, indiquerait que les cours qui sont présentement requis des candidats aux facultés d'éducation manquent d'adresser les nouvelles demandes de nouveaux

programmes d'études. Ces faiblesses sont surtout visibles au sein d'écoles moins favorisées où l'enseignant des études sociales et de l'histoire se voit obliger d'enseigner, de la septième à la douzième année, un nombre varié des cours dont il ne possède pas nécessairement la maîtrise.

Le nouveau programme d'études sociales de l'Alberta offre un autre exemple. L'idéal serait pour un enseignant d'études sociales du premier et du deuxième cycle de l'école secondaire d'être compétent à la fois en histoire canadienne, américaine, asiatique, européenne, ainsi qu'en histoire mésoaméricaine et amérindienne. Mais, la maîtrise de ces sujets ne pourrait être achevée dans les meilleures des circonstances qu'en suivant le plus exigeant des programmes d'études, et ce même pour un candidat de licence d'honneur en histoire à la Faculté des lettres et sciences humaines.

Un autre sujet de grande inquiétude peut être attribué aux programmes qui suivent l'obtention du diplôme en éducation. Tandis qu'un étudiant diplômé en histoire ou en anglais serait un excellent candidat pour enseigner les études sociales ou la langue anglaise, le cas serait très différent pour ceux qui ont reçu leurs diplômes en psychologie ou en sociologie. En faufilant les demandes d'un bachelier d'éducation, ces candidats ne prennent que des cours exclusivement dédiés à la pédagogie. Puisque ces candidats ne pourraient jamais être sérieusement considérés comme enseignants des mathématiques ou des sciences, les facultés d'éducation et les départements de l'éducation provinciale les classifient tout simplement comme enseignants d'études sociales. Par conséquent, certains de ces enseignants d'études sociales en Alberta ne possèdent en résultat aucune ou très peu de formation en histoire ou en géographie.

Les programmes d'études en études sociales et en histoire sont très variés d'une région à l'autre du Canada. Alors que c'est tout à fait logique d'enseigner aux étudiants du Nouveau-Brunswick l'histoire des régions maritimes, on devrait sûrement se garder de le faire aux dépens du reste du pays. Le cas n'est pas différent à l'ouest du pays où on passe très peu de temps à rechercher l'histoire de la Nouvelle-France. D'autre part, l'histoire de l'ouest canadien n'est pas non plus considérée importante au Québec ou en Ontario. Mais tout n'est pas encore perdu. La Nouvelle-Écosse offre présentement un excellent programme d'histoire canadienne pour le niveau secondaire qui tente de présenter l'histoire du Canada dans sa totalité.

La date par laquelle on commence l'histoire canadienne varie aussi d'une province à l'autre. Doit-on commencer notre histoire en 1867 ou en 1604 ? Peut-être elle devrait faire retour plus loin à l'étude des nations amérindiennes avant l'arrivé de colons européens ? Est-ce que la guerre de 1812 ou les rébellions de 1837 sont importants à étudier seulement en Ontario ou Québec ? Doit-on croire que Louis Riel et la Police montée du Nord-Ouest ne font parti que de l'Ouest du Canada ? Si une identité canadienne est vraiment chose établie et unique, ne devrait-elle pas, pour lui rendre justice, être représentée par la somme de toutes ces parties ?

Durant ma dernière visite à St.John au Nouveau-Brunswick, un enseignant se demandait si on pouvait définir ce qu'est un Canadien sans avoir à considérer notre rapport aux américains. Selon lui, les Canadiens se définissent souvent par ce qu'ils n'étaient pas, plutôt que par ce qu'ils sont ou pourraient être. Sa juste observation nous ramène de nouveau à notre question de départ : pourquoi ?

Le domaine de la psychiatrie et de la psychologie souligne l'importance que joue dans la vie l'histoire personnelle d'un individu. Un état d'amnésie est plus que dévastateur à un individu qui n'est plus capable de se souvenir de son passé, de son histoire qui, une fois effacée et perdue, le laisse égaré du monde et sans identité. Ces mêmes symptômes ne sont pas moins évidents d'une nation.

Les Canadiens, si on se permet de le dire, souffrent d'une forme d'amnésie historique, et malheureusement, cette affliction semble être plus que volontaire. Il n'est pas toujours facile de comprendre ses causes. Beaucoup de nos nouveaux immigrants sont plus qu'étonnés par la façon que nous choisissons d'ignorer notre patrimoine historique. Pour eux l'histoire est plus qu'un sujet académique, c'est une façon de vivre et de trouver leur place au monde. Ils ne sont pas moins enthousiastes d'apprendre l'histoire du pays où ils ont choisi de vivre, mais se trouvent déçu par le peu d'importance qu'on attache en général à l'histoire du Canada. Considérant le fait que le Canada est toujours classé parmi les meilleurs pays du monde, ne serait-il pas important, sinon essentiel, d'en connaître les raisons de ses succès ?

Mais, en fait, pourquoi les Canadiens, en général, accordent-ils si peu d'importance à l'histoire de leur pays ? Sans doute, la proximité du Léviathan américain des médias exerce sa propre influence. Notre télévision, nos films et multiples autres formes de média ne sont que dominées par les États-Unis. La plupart des Canadiens sont constamment bombardés par la perspective et l'interprétation américaine de l'histoire, les toutes récentes séries documentaires sur la Guerre de 1812 présentées par la chaîne américaine PBS (et chose étonnante, conjointement avec le Canadian History Channel) en seraient un parfait exemple. Bien que dans le programme la lutte fut décrite comme une « Deuxième Guerre d'indépendance », pour beaucoup de ceux qui habitent au nord de la frontière et qui se connaissent dans l'histoire ce conflit fut vite reconnu pour ce qu'il était en réalité, une guerre d'agression. Ce n'étaient pas les États-Unis, mais le Canada, qui fut envahi par un voisin avide de nouveaux territoires.

Le Canada d'aujourd'hui est rempli d'étudiants qui considèrent les deux guerres mondiales comme exclusivement une expérience américaine. En effet, beaucoup d'entre eux ne savent même pas que le Canada s'y était engagé. Sans doute, les célébrations annuelles du Jour de souvenir ne seraient pas suffisantes pour en laisser une marque.

Pour terminer j'aimerais vous rappeler une autre fois l'assomption encore populaire que « n'importe qui » peut enseigner l'histoire et les études sociales.

Comme un étudiant d'école secondaire, je me considérais chanceux d'avoir eu trois enseignants d'histoire remplis de profondes connaissances historiques et d'un amour irrépressible de leur sujet. M. Williams, Mme Constable (bien avant l'ère de Mlle) et M. Foster (devenu plus tard le célèbre historien canadien Dr. John Foster) possédaient tous une telle passion de l'histoire qu'elle nous était facilement contagieuse. Comme leurs étudiants, nous étions complètement absorbés par ces maîtres qui ne connaissaient pas seulement l'histoire mais qui nous

laissaient dans l'attente toujours trop prolongée de leurs prochains récits. Je soupçonne que l'efficacité de leurs styles d'enseignement et la facilité avec laquelle ils transmettaient leur passion pour l'histoire étaient attribuables, en grande mesure, à leur profonde connaissance de l'histoire. En langage courant c'étaient des « experts en matière ». Rétrospectivement, il est peu surprenant que beaucoup d'entre nous aient fini par se lancer dans l'étude de l'histoire ou se soient décidés à poursuivre par la suite une carrière dans l'enseignement.

L'étude de l'histoire canadienne est aussi tombée victime d'une surabondance d'intentions cachées. Ceux qui étaient résolus d'avancer leur propre perspective ou interprétation se sont souvent montrés responsables de multiples révision pas moins judicieuses de l'histoire canadienne, choisissant même d'omettre certains faits et évènements qui ne correspondaient pas à leur « vision » unique du monde. Comme résultat on souffre d'une « régionalisation » de l'histoire canadienne qui mène inévitablement à l'approbation générale des mythes comme des faits, sans la moindre volonté de les soumettre à l'examen. Inutile de dire que moins les Canadiens connaissent leur histoire, plus ils seront ouverts aux autres interprétations et perspectives sans voir le besoin de les questionner.

Combien de fois on entend dire des bouches de nos étudiants que l'histoire canadienne est plus qu'« ennuyante ». On s'aperçoit aussitôt que la plupart de ces étudiants ne se souviennent de classes d'histoires que pour l'abominable « travail de lecture, de recherche et d'examen » qu'ils devaient y effectuer. La petite minorité qui trouva l'histoire fascinante, et même passionnante, l'attribua surtout à des enseignants bien informés et dévoués à leur matière. Si on accepte le principe qu'on ne peut devenir passionné d'un sujet qu'en le découvrant, il devient évident que cette découverte ne peut être possible qu'à l'aide de profondes connaissances de l'histoire canadienne.

La question se pose de nouveau : comment peut-on s'assurer que les enseignants de l'histoire et des études sociales soient bien au courant de l'histoire canadienne ? Il n'y a pas longtemps, la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de l'Alberta proposa de donner deux ans des cours préparatoires à tout candidat en éducation pour lui permettre d'étudier les sujets de sa spécialité avant de compléter les cours prescrits dans la troisième et quatrième année de son programme de bachelier en éducation. Cette proposition ne se trouva que rejetée par la faculté d'éducation. Cependant, même si elle avait été acceptée, elle n'aurait seulement bénéficiée que ceux qui se préparaient à devenir enseignants, et non ceux qui travaillaient déjà dans le système éducatif. Évidemment, cette situation n'irait qu'à l'encontre du but recherché. Pour cette raison même, le Conseil scolaire d'Edmonton a décidé de prendre le défi et la relève.

En coopération avec le Department of History and Classics, le Conseil scolaire d'Edmonton propose d'offrir deux cours d'histoire qui s'adressent spécifiquement au programme d'études de l'école secondaire du premier et du deuxième cycle. Ces cours permettront aux enseignants de s'informer et d'acquérir les connaissances de base nécessaires à l'enseignement des programmes d'études de l'Alberta. Il va de soi que les cours d'histoire canadienne en constitueront aussi une importante partie. Dès le mois de septembre 2005, ces cours seront offerts le soir, et le Conseil scolaire d'Edmonton propose d'assumer tous les frais associés à l'inscription pour les enseignants intéressés à les suivre. De cette façon, l'université de l'Alberta en collaboration avec le Conseil scolaire d'Edmonton seront tout probablement les premiers à adresser les déficiences qui se manifestent dans l'enseignement de l'histoire et des études sociales. Du même coup et avec d'autant plus d'importance pour nous, les enseignants recevront la base de connaissances indispensable à la bonne transmission du programme d'études.

Cette collaboration représente une des premières initiatives de ce genre au Canada et il nous reste à espérer que les autres provinces y trouveront leur propre valeur. Quant à nous, nous restons persuadés que cette forme de développement professionnel assistera non seulement l'étudiant et l'enseignant mais tout aussi bien la cause de l'histoire en général et tout en particulier celle de l'histoire du Canada.

